

## L'Asie du Sud manque d'infrastructures

L'Asie du Sud devra investir au moins 2.500 milliards de dollars dans les transports, l'électricité, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la gestion des déchets solides, les télécommunications et l'irrigation pour combler son déficit d'infrastructure, selon un rapport de la Banque mondiale intitulé *Reducing Poverty by Closing South Asia's Infrastructure Gap*.

L'Asie du Sud a enregistré une croissance de l'ordre de 6,7 % par an entre 2000 et 2012. Toutefois, la demande grandissante d'infrastructure n'a fait qu'accroître l'écart entre les objectifs de développement de l'Asie du Sud et sa capacité à les atteindre.

Le rapport insiste aussi sur le fait que les femmes, les pauvres et les groupes marginalisés sont particulièrement touchés.

Ce déficit est un boulet pour l'économie et pour les ménages de la région. Seulement deux personnes sur cinq ont accès à des services d'assainissement améliorés en Asie du Sud, et 71 % des



Le pont d'Ava, Mandalay (Myanmar).

habitants de la région ont l'électricité, contre 92 % en Asie de l'Est. Ses effets, comme les pénuries d'électricité, le mauvais état de santé de la population et le manque de moyens de transport, se sont conjugués pour empêcher le secteur manufacturier de se développer aussi rapidement que prévu. L'emploi en a souffert, est-il noté dans le rapport.

## Lutter contre la pollution atmosphérique

Environ 7 millions de décès survenus en 2012 — un sur huit à l'échelle mondiale — sont imputables à la pollution de l'air, selon de nouvelles estimations de l'OMS, soit le double des estimations antérieures. La pollution atmosphérique étant devenue le plus important risque environnemental pour la santé, la réduire pourrait sauver des millions de vies.

Les statistiques révèlent un lien plus étroit entre l'exposition à la pollution de l'air intérieur et extérieur et les maladies cardiovasculaires (AVC et cardiopathies ischémiques), mais aussi le cancer.

Émanations d'une cheminée industrielle.

Cette pollution semble de surcroît contribuer au développement de maladies respiratoires, comme les affections respiratoires aiguës et les bronchopneumopathies chroniques obstructives.

Dans les régions OMS de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique occidental, ce sont les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire qui ont affiché le nombre de décès le plus élevé associés à la pollution atmosphérique en 2012 — 3,3 millions liés à la pollution de l'air intérieur et 2,6 millions liés à la pollution de l'air extérieur.

## Développer des villes plus vertes

Selon un nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'horticulture urbaine et périurbaine — culture, traitement et distribution d'aliments en zone urbaine — est répandue en Amérique latine et dans les Caraïbes, mais elle devra bénéficier d'un plus grand appui de l'État pour réaliser son potentiel.

Le rapport intitulé *Growing Greener Cities in Latin America and the Caribbean* examine les progrès accomplis grâce à la prise en compte de l'horticulture urbaine et périurbaine dans les politiques publiques et dans les stratégies d'urbanisme. Il s'appuie sur les résultats d'une enquête menée dans 23 pays et sur des données sur 110 villes et municipalités.

Ce nouveau rapport décrit l'horticulture pratiquée dans des villes comme Belo Horizonte (Brésil), El Alto (Bolivie), La Havane, Lima, Managua, Mexico, Quito, Tegucigalpa et Rosario (Argentine).

Celle-ci a principalement pour avantage de fournir des aliments aux familles ayant de faibles revenus, mais dans 16 des 23 pays considérés, les personnes participant à ce type d'activité en tirent aussi des revenus. Les programmes utilisent généralement des technologies et pratiques qui produisent de plus grandes quantités de denrées de meilleure qualité, avec moins de produits agrochimiques.

Selon la FAO, pour développer des villes plus vertes grâce à l'horticulture, il faut avoir l'appui de l'État. Or, la politique publique n'encourage explicitement l'horticulture urbaine et périurbaine que dans 12 des 23 pays considérés.

## 2014 : les dates à retenir

**4-5 juin, Bruxelles, Belgique**

Sommet du Groupe des sept

**26-27 juin, Paris, France**

14<sup>e</sup> forum de gestion de la dette publique du FMI

**15 juillet, Fortaleza, Brésil**

Sommet des BRICS

**6-8 septembre, Kuala Lumpur, Malaisie**

Symposium économique mondial

**10-12 octobre, Washington, États-Unis**

Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale

**13-14 novembre, Washington, États-Unis**

15<sup>e</sup> conférence annuelle de recherche Jacques Polak : «Effets de contagion»



## L'Afrique continue de miser sur la téléphonie mobile

De l'agriculture aux opérations bancaires, la technologie mobile transforme le quotidien en Afrique — rapidement selon un article de Gallup. 65 % des ménages de 23 pays d'Afrique subsaharienne avaient au moins un téléphone mobile en 2013; le taux de croissance médian de cette technologie est de 27 % depuis 2008 (5 % par an). Le rythme d'expansion dans des pays comme le Zimbabwe est toutefois nettement supérieur à la moyenne, puisque le pourcentage de ménages équipés d'un mobile est passé de 26 % en 2008 à 80 % en 2013, soit une hausse de 9 % par an.

L'Afrique subsaharienne est, après l'Asie, le deuxième marché de la technologie mobile et celui qui se développe le plus rapidement : selon le Groupe Special Mobile Association (GSMA), la région comptera 346 millions d'utilisateurs d'ici 2017. L'Afrique a sauté l'étape traditionnelle du téléphone fixe. Le pourcentage médian des ménages utilisant des lignes fixes dans les 23 pays considérés était de 2 % en 2013, comme en 2008.

La téléphonie mobile ne s'est pas propagée de manière régulière à l'échelle de l'Afrique subsaharienne, ni même à l'intérieur des pays. Les téléphones mobiles sont plus courants dans les

ménages urbains — 80 % de ces derniers en possédaient au moins un en 2013 (63 % il y a six ans) — contre 63 % des ménages ruraux (43 % il y a six ans).

La pénétration de la téléphonie mobile en 2013 est moindre dans les zones rurales et la plus faible pour les ménages pauvres, ce qui offre des possibilités d'expansion en Afrique subsaharienne. Il pourrait toutefois être difficile de maintenir le rythme actuel sans investir dans l'infrastructure.



Au téléphone dans un marché d'Afrique de l'Est.



Promeneuses à Téhéran.

## Promouvoir l'égalité des genres

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a lancé un projet régional «Mosharaka» («participation» en arabe) pour galvaniser les efforts des institutions publiques, de la société civile, des conseils des droits de l'homme, du secteur privé, de la Ligue des États arabes et de plusieurs institutions de l'ONU, et promouvoir la participation des femmes arabes à la vie publique, notamment politique, économique et sociale.

«La participation des femmes est essentielle au développement — sans leur participation à part entière et sur un pied d'égalité, nous ne pourrions pas connaître la paix, la démocratie, la prospérité et le progrès», a fait valoir Sima Bahous, administratrice associée et directrice du Bureau régional pour les États arabes du PNUD.

Le projet, qui a pour objectif général d'accélérer la réduction des inégalités entre les genres et l'autonomisation des femmes, a quatre buts principaux :

- faire avancer les mesures en faveur de l'égalité des genres et de la participation des femmes à la vie politique, économique et sociale;
- renforcer la sécurité et l'égalité d'accès à la justice en établissant des cadres pour les femmes, la paix et la sécurité;
- renforcer la présence des femmes dans les institutions nationales, les associations professionnelles, les médias, la société civile et le secteur privé;
- veiller à ce que les femmes bénéficient d'un retour rapide à un développement durable à l'issue des conflits.

## Les petites entreprises d'Asie ont besoin de financements pour se développer

Les PME sont l'ossature des économies d'Asie, mais elles ont besoin de capitaux pour se développer et créer les emplois dont la région a tant besoin, explique un nouveau rapport de la Banque asiatique de développement (BAAsD) intitulé *Asia SME Finance Monitor*.

«La plupart des petites entreprises d'Asie peinent à se financer», note Noritaka Akamatsu, chef adjoint du bureau de l'intégration économique régionale de la BAAsD. «Les PME ont besoin de prêts bancaires, mais aussi d'un éventail plus large d'options non bancaires, notamment sur les marchés des capitaux, pour pouvoir réaliser leur potentiel».

Les PME constituent 98 % des entreprises et emploient 66 % de la main-d'œuvre en Asie, mais elles ne contribuent que pour 38 % au PIB de la région; les autorités peuvent donc stimuler la croissance en appuyant leur développement.

Les petites entreprises sont toutefois évincées par les grandes entreprises auprès des banques qui ont considérablement réduit leurs prêts aux PME à la suite de la crise financière mondiale de 2008-09 pour réduire leurs risques et assurer leur stabilité financière.

Les politiques nationales doivent faire une plus grande place aux options de financement non bancaires et appuyer d'autres méthodes, telles que les financements garantis par des actifs et les instruments du marché financier. Le rapport, qui présente des données sur les PME de 14 pays de la région, note que, en raison des interconnexions croissantes de l'économie mondiale, les PME participant à des chaînes d'approvisionnement mondiales complexes devront avoir accès à de plus amples financements des échanges et des chaînes d'approvisionnement et à des modèles de financement novateurs qui leur permettront de développer leurs activités à l'échelle mondiale.